



Centre d'études interaméricaines

Institut québécois des hautes études internationales
1030, avenue des Sciences-Humaines, Local 5455
Pavillon Charles-De Koninck, Université Laval
Québec (Québec), CANADA, G1V 0A6
Téléphone : 418-656-2131, poste 6538
Télécopieur : 418-656-3634

www.cei.ulaval.ca

Colloque

« Sommets et gouvernance régionale : les Amériques dans une perspective comparative »

Les 1^{er} et 2 mai 2014, le Centre d'études interaméricaines (CEI) organisait un colloque intitulé « Sommets et gouvernance régionale : les Amériques dans une perspective comparative ». À cette occasion, on a effectué une analyse approfondie des différents processus de sommets afin d'évaluer leur utilité en tant qu'instruments diplomatiques. L'évènement rassemblait une quinzaine de chercheurs provenant de différentes universités situées en Europe et dans les Amériques. Il mènera à la publication d'un volume chez Routledge en 2015 sous la direction des professeurs Gordon Mace, Jean-Philippe Thérien, Diana Tussie et Olivier Dabène. Le livre traitera en détail des thèmes abordés lors du colloque et offrira ainsi la première analyse comparative systématique des sommets de chefs d'État en Amérique et ailleurs.

La problématique des sommets

Ce thème a été abordé à travers une réflexion sur les principaux enjeux liés aux sommets à commencer par leur rapport avec la mondialisation, la régionalisation, la montée du pouvoir exécutif et l'émergence de la société civile. Un peu à la manière des sommets multilatéraux tels le G7/G8/G20, les sommets régionaux constituent en quelque sorte une réponse aux pressions de la mondialisation tout en permettant aux chefs d'État de les utiliser comme outil de gouvernance.

Les sommets régionaux permettent le dialogue et favorisent l'échange de points de vue. Ils peuvent rassembler autour de thèmes communs, mais l'expérience des Amériques révèle que la multiplication d'institutions concurrentes peut compliquer la coordination et rendre difficile le suivi. Il y a risque alors de décalage entre les résultats concrets des sommets et les attentes des différents acteurs à leur égard. Par ailleurs, la superposition de sommets dans une même région géographique ne signifie pas nécessairement duplication des agendas. Pour le moment, l'exemple de l'Amérique du Sud révèle plutôt une complémentarité des tâches encouragée par les chefs d'État.

Les sommets traditionnels

La myriade de sommets de chefs d'État qui composent les Amériques se déroule en général dans un cadre bien défini. Si le plus connu de ces sommets est le Sommet des Amériques, il existe une variété d'autres entités permettant un dialogue politique afin de coordonner les actions des pays de certaines régions des Amériques. Parmi celles-ci, on retrouve le Mercosur, le système d'intégration centraméricain (SICA), l'Union des Nations sud-américaines (UNASUR) et la Communauté caribéenne (CARICOM). Ces forums d'intégration politique et économique connaissent toutefois un succès relatif, pour des raisons aussi variées que leur nombre.

Il est difficile de comparer le modèle d'intégration interaméricain à celui de l'Europe, qui est unique en son genre. De même, le succès des sommets de l'Association des nations de l'Asie du Sud-est (ASEAN) tient en

grande partie à certaines particularités politiques et économiques propres à cette région du monde. Néanmoins, une analyse comparative avec les modèles européen et asiatique permet de pousser la réflexion plus loin sur la voie que devrait emprunter l'Amérique dans l'approfondissement de ses mécanismes d'intégration.

Nouvelles expériences de sommets

Cette section trace un portrait de certains sommets considérés uniques de par leurs objectifs ou leur processus. L'accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA) est le parfait exemple d'entité n'utilisant pas les sommets comme outil diplomatique. Les Sommets des Leaders Nord-Américains, tenus en marge de l'ALÉNA depuis 2005, témoignent par ailleurs d'une absence de volonté d'approfondir l'intégration politique entre États nord-américains.

De nouveaux sommets prônent au contraire l'approfondissement des liens économiques entre certains États, qui essaient ainsi d'éviter les blocages administratifs des institutions déjà présentes dans la région. Ces sommets ne regroupent que des États aux intérêts économiques convergents. C'est le cas des sommets de l'Alliance du Pacifique. Dans d'autres cas, les sommets ne sont reliés à aucune organisation. À l'instar des G7/G8/G20, les rencontres entre chefs d'État des BRICS sont ponctuelles et ne tiennent qu'au statut de puissances émergentes des États qu'ils représentent, sans que l'affiliation régionale ne soit prise en compte.

Perspective des praticiens

Les ambassadeurs participent et assistent aux débats lors des sommets. Leurs observations personnelles nous permettent d'avoir un regard interne et en temps réel sur ces événements. Carlos Portales et Marc Lortie, deux ambassadeurs qui ont fait carrière respectivement pour le Chili et le Canada, ont partagé leurs expériences et de leur perception de l'importance des sommets dans la conduite des relations internationales lors du colloque.

Chercheurs ayant participé au colloque :

- M. Greg Anderson, professeur à l'Université de l'Alberta;
- Mme Jessica Byron, professeure à l'Université des Indes occidentales (Jamaïque);
- M. Andrew Cooper, professeur à l'Université de Waterloo (Ontario);
- M. Olivier Dabène, professeur à Sciences Po Paris;
- M. Marc Lortie, ancien ambassadeur du Canada;
- M. Gordon Mace, directeur du CEI et professeur au Département de science politique de l'Université Laval;
- M. Marcelo Madeiros, professeur à l'Université fédérale du Pernambouco (Brésil);
- M. Daniel Aguirre, professeur à l'Université du Chili;
- M. Emmanuel Mourlon-Druol, professeur à l'Université de Glasgow (Royaume-Uni);
- M. Kevin Parthenay, doctorant à l'IEP de Paris;
- M. Carlos Portales, ancien ambassadeur du Chili et directeur du Programme sur les organisations internationales, le droit et la diplomatie, American University de Washington;
- M. Francisco Rojas Aravena, recteur de l'Université de la Paz (Costa Rica);
- M. Jan Aart Scholte, professeur à l'Université de Warwick (Canada);
- M. Richard Stubbs, professeur à l'Université McMaster (Canada);
- M. Mario Telo, professeur à l'Institut d'études européennes de l'Université libre de Bruxelles;
- M. Jean-Philippe Thérien, professeur au Département de science politique de l'Université de Montréal;
- Mme Diane Tussie, professeure à FLACSO-Buenos Aires